



Novembre 2018

**CONVENTION SUR LE TRANSFEREMENT DES PERSONNES CONDAMNEES
du 21 mars 1983**

(STE n° 112, entrée en vigueur le 1er juillet 1985)

Objet : Adhésion d'Etats qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe et qui n'ont pas participé à l'élaboration de la Convention

I. La participation à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées n'est pas limitée aux seuls Etats membres du Conseil de l'Europe et aux Etats non membres qui ont participé à son élaboration, à savoir le Canada et les Etats-Unis d'Amérique.

La Convention est également ouverte à l'adhésion d'autres Etats non membres, pourvu qu'ils aient été invités formellement par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. La disposition pertinente de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, l'article 19, paragraphe 1, est libellée comme suit :

« Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra, après avoir consulté les Etats contractants, inviter tout Etat non membre du Conseil et non mentionné à l'article 18.1, à adhérer à la présente Convention, par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité. »

II. La procédure d'adhésion d'un Etat qui n'est pas membre du Conseil de l'Europe et qui n'a pas participé à l'élaboration de la Convention peut être résumée comme suit :

1. En principe, le Comité des Ministres peut inviter un Etat non membre à adhérer à une Convention déterminée de sa propre initiative. Il est pourtant d'usage que l'Etat non membre demande l'adhésion dans une lettre adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Cette lettre doit être signée par le Ministre des Affaires étrangères ou par un représentant diplomatique agissant sur instructions de son gouvernement ([voir Modèle de demande d'adhésion à un traité](#)).

2. Conformément à la pratique du Conseil de l'Europe et avant d'inscrire formellement le point à l'ordre du jour du Comité des Ministres, le Secrétariat consulte simultanément tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, qu'ils soient ou non Parties à la Convention, et les Etats non-membres Parties à la Convention, sur la demande d'invitation.

3. Les demandes d'adhésion à une convention du Conseil de l'Europe sont examinées par un Groupe de Rapporteurs du Comité des Ministres sur la coopération juridique (GR-J) puis, par le Comité des Ministres. En ce qui concerne la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, la décision concernant cette invitation devra recevoir l'accord unanime des membres du Conseil de l'Europe ayant ratifié la Convention. Cette décision est normalement prise au niveau des Délégués des Ministres. L'invitation à adhérer à la Convention est ensuite notifiée à l'Etat concerné par le Secrétariat Général.

4. Il doit être noté que le Comité des Ministres a décidé, en avril 2013, de limiter la validité des invitations faites aux Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer aux conventions à une durée de cinq années.

5. Avant d'adhérer à la Convention, l'Etat devra prendre les mesures nécessaires pour assurer que son droit interne permette la mise en œuvre de la Convention. Il convient de signaler dans ce contexte qu'il existe au Conseil de l'Europe un comité d'experts dont le mandat est de suivre l'application par les Etats Parties des conventions dans le domaine pénal (PC-OC). Tout Etat non-membre ayant accédé à la Convention peut participer, avec droit de vote, aux réunions du PC-OC se rapportant à la Convention à laquelle il est Partie. Pour plus d'informations <https://www.coe.int/fr/web/transnational-criminal-justice-pcoc/home>

6. Le dépôt de l'instrument d'adhésion a lieu au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg, en présence d'un représentant de l'Etat adhérent et du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe ou de son Adjointe. Le représentant de l'Etat adhérent aura avec lui l'instrument d'adhésion et un procès-verbal de dépôt sera signé par les deux parties. S'il s'avère difficile pour l'Etat adhérent d'envoyer un représentant à Strasbourg, l'instrument d'adhésion peut être envoyé par courrier diplomatique. Le dépôt de l'instrument d'adhésion sera notifié à toutes les parties concernées, conformément à l'article 25 de la Convention.

7. L'article 19, paragraphe 2, de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées prévoit que la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

8. La Convention a été complétée par un Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées (STE n° 167), entré en vigueur le 1er juin 2000. Les Etats ayant adhéré à la Convention peuvent de plein droit adhérer au Protocole, sans qu'une invitation spécifique du Comité des Ministres ne soit nécessaire.

Toutefois, il faut noter que, suite à l'ouverture à la signature du *Protocole portant amendement au Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées* ([STCE n° 222](#)) le 22 novembre 2017 et avant son entrée en vigueur, une Partie à la Convention ne peut ratifier, accepter, approuver ou adhérer au Protocole additionnel sans avoir simultanément ratifié, accepté ou approuvé le Protocole d'amendement (article 3.2 du Protocole STCE n° 222).

9. L'instrument d'adhésion et toute réserve ou déclaration annexée devront être accompagnés d'une traduction dans l'une des deux langues officielles du Conseil de l'Europe (anglais ou français). Il convient de souligner que, sous réserve des dispositions applicables de chaque traité et en conformité avec la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, d'éventuelles réserves ou déclarations doivent être émises au moment du dépôt de l'instrument d'adhésion. Pour des raisons de sécurité juridique et afin d'assurer une application uniforme des conventions, des réserves ne sauraient être formulées à un moment ultérieur.

III. Le texte de la Convention, son rapport explicatif, l'état des signatures et ratifications ainsi que les déclarations et réserves s'y rapportant sont disponibles sur le site Internet du Bureau des Traités du Conseil de l'Europe <http://conventions.coe.int>. Les informations concernant le Protocole sont également disponibles sur ce site.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter le Bureau des Traités :

Bureau des Traités
Direction du Conseil Juridique
et du Droit international public (DLAPIL)
Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex (France)
E-mail : treaty.office@coe.int